

Heures fatidiques au Proche-Orient

David Bensoussan

Professeur de sciences à l'université du Québec

Le Proche-Orient se trouve aujourd'hui à un carrefour dangereux, où chaque décision pourrait déterminer l'avenir de la région pour des décennies. Alors que certains observateurs attribuent la crise actuelle aux opérations antiterroristes israéliennes, ayant éliminé des chefs du Hezbollah et du Hamas, il est essentiel de creuser plus profondément pour en saisir la véritable origine. Au cœur de cette tourmente se trouve l'Iran, dont l'objectif de longue date est l'anéantissement de l'État d'Israël. Tout ce qui se passe découle de cette volonté implacable.

Depuis des années, l'Iran a perfectionné l'art de la guerre par procuration, utilisant divers groupes armés pour mener sa croisade contre Israël. Le Jihad islamique et le Hamas à Gaza, le Hezbollah au Liban, les milices chiites en Syrie et en Irak, et les Houthis au Yémen sont tous les instruments de cette stratégie. Parmi eux, le Hezbollah se distingue avec un arsenal de 150 000 missiles prêts à être lancés à la demande de Téhéran pour servir les intérêts géopolitiques iraniens.

Lors de l'investiture du président Pezeshkian en Iran, l'annonce de la création d'un Conseil supérieur de la résistance islamique rassemblant des factions telles que le Hezbollah, le Hamas et les Houthis, symbolise une coalition de forces unies dans leur haine d'Israël. L'Iran, qui continue de les armer sans relâche, prétend innocemment ne jouer qu'un rôle mineur dans le conflit. Pourtant, en avril dernier, une intervention directe de l'Iran a été évitée de justesse grâce à une coalition israélo-occidentale, mettant en lumière l'équilibre précaire qui prévaut dans la région.

La Russie, quant à elle, a renforcé son alliance avec l'Iran, en achetant des drones et des missiles iraniens pour son propre arsenal. Moscou semble

déterminé à former un front commun avec la Chine et l'Iran, dans une coalition regroupant des tendances islamistes ou anti-impérialistes. Pourtant, l'opinion publique iranienne reste méfiante, rappelant les humiliations infligées par la Russie dans le passé, notamment avec le traité de Turkmantchaï en 1828 qui a consacré la victoire russe et la cessation de territoires arménien, géorgien et azéri à la Russie. Ce traité, encore perçu comme une honte nationale, est devenu un symbole de la méfiance iranienne envers Moscou. Il est évoqué sans cesse.

Face à ce maelström géopolitique, le président américain Joe Biden tente de naviguer entre désescalade et démonstration de force. Bien qu'il ait déployé une flotte militaire impressionnante dans la région, ses efforts diplomatiques visent à éviter l'escalade, espérant un cessez-le-feu à Gaza et la libération des otages tout en tentant de raviver les relations entre l'Arabie saoudite et Israël. Pourtant, Biden sait que la situation est explosive.

En cas de conflit majeur, les 150 000 missiles du Hezbollah pourraient être la cible d'une opération internationale, soutenue par les puissances européennes. Ces dernières sont déjà aux prises avec la présence importante de missiles russes à leurs frontières et savent ce que peut représenter à moyen terme le danger des missiles iraniens. Les slogans « Mort à l'Amérique » et l'Occident qu'elle représente n'ont jamais cessé d'être scandés dans les réunions officielles iraniennes.

La coordination entre les États-Unis et Israël est étroite, mais Israël a pris des initiatives indépendantes, comme les récentes opérations à Rafah et à la frontière entre Gaza et l'Égypte. Ces actions ont révélé des tunnels stratégiques utilisés par le Hamas. Washington craint de se retrouver entraîné dans une guerre d'envergure, notamment si Israël décide de frapper les installations nucléaires iraniennes.

Sur le front intérieur, Biden doit jongler avec une campagne électorale cruciale. Convaincu que les prochaines élections sont décisives pour sauver

la démocratie américaine, il doit aussi tenir compte de l'importance de la sécurité d'Israël dans ce contexte. Kamala Harris, sa vice-présidente, soutient fermement Israël tout en prônant la solution de deux États. Mais sans un effort concerté pour éradiquer l'enseignement de la haine au sein des institutions palestiniennes, toute solution durable semble illusoire. De son côté, Donald Trump offre un soutien beaucoup moins nuancé à Israël.

Israël, pour sa part, se prépare à un conflit qui se terminera idéalement par le désarmement du Hezbollah et la dénucléarisation de l'Iran. Les récentes frappes israéliennes, qui ont détruit le système antimissile S-300 iranien, montrent la vulnérabilité de Téhéran. Mais si la guerre éclate, les pertes seront lourdes pour tous, avec des populations civiles israéliennes, libanaises et palestiniennes en première ligne. Les missiles iraniens, notoirement imprécis, risquent de faire des ravages.

Les concessions répétées aux régimes iraniens par les présidents démocrates ont eu des conséquences désastreuses. Au lieu d'améliorer les conditions de vie des Iraniens, les revenus pétroliers ont servi à alimenter un effort continu de déstabilisation à travers le Proche-Orient. Cette réalité n'a échappé ni aux pays occidentaux ni aux États arabes sunnites, tous de plus en plus conscients du danger croissant que représente l'hégémonie iranienne dans une région déjà en proie à de multiples tensions.